ARRETE PORTANT MISE A LA RETRAITE DE M

🙞🙞🙞🙞🙞

Le Maire/Psdt de      ,

VU, le Code des Pensions Civiles et Militaires de Retraite,

VU, la Loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites,

VU, le décret n° 2003-1306 du 26 décembre 2003 relatif au régime de retraite des fonctionnaires affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales,

VU l’arrêté interministériel portant classification des emplois en catégorie active du 12 novembre 1969

VU l’arrêté classant M     , Grade titulaire à temps (non) complet en catégorie active à compter du

VU, l’arrêté en date du       avançant M     , Grade titulaire à temps (non) complet au      ème échelon de l’échelle      , Indice brut      , Indice majoré      , à compter du      ,

VU, la demande d’admission à la retraite présentée par M     , Grade titulaire à temps (non) complet par lettre du       pour prendre effet à compter du      ,

CONSIDERANTque M      titulaire à temps (non) complet remplit les conditions visées à l’article 25-I du décret n°2003-1306 du 26 décembre 2003 modifié

**VU, l’avis favorable de la CNRACL** en date du       pour une mise à la retraite « suite au dispositif départs anticipés catégorie active » de      , à compter du      ,

# ARRETE

**ARTICLE 1ER** : M     , né(e) le      , Grade titulaire à temps (non) complet, affiliée à la CNRACL sous le numéro 050      , est admis(e) à faire valoir ses droits à la retraite, sur sa demande, à compter du (lendemain du dernier jour payé), date à laquelle l’intéressé(e) sera radié(e) des effectifs du personnel permanent de la Commune de      .

**ARTICLE 2** : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Président du Centre de Gestion,

- Monsieur le Directeur de la CNRACL,

- L'Agent Comptable de la Collectivité,

- L’Intéressé(e).

Le /Président :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- Informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Notifié le : ............................. Fait à      , le ..................

L’agent, Le /Président,